



Rapport financier semestriel au 30 juin 2013

Sommaire

2	Rapport semestriel d'activité
6	Sommaire des comptes consolidés semestriels résumés
7	Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013
13	Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés
33	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013
34	Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

Rapport semestriel d'activité

1. Situation de la Société et activité au cours du 1^{er} semestre 2013

Dans un contexte économique qui demeure difficile, le chiffre d'affaires péage affiche une progression de 1,3% au 1^{er} semestre. Malgré une amélioration tendancielle, le trafic sur le réseau interurbain est en baisse de 1,1%, tandis que la montée en charge de la fréquentation sur le Duplex A86 (Rueil – Vélizy) se poursuit à un rythme soutenu et apporte une croissance additionnelle de 0,4%. L'effet tarifaire est de 2,0%.

Les investissements s'élèvent à 72 millions d'euros, en repli par rapport au 1^{er} semestre 2012 (103 millions d'euros) compte tenu de l'achèvement des travaux du Paquet vert autoroutier (avenant 14 au contrat de concession) au 1^{er} trimestre 2013.

2. Trafic

Les événements neigeux à répétition du 1^{er} trimestre ainsi que le printemps pluvieux, conjugués à une conjoncture économique défavorable, ont pesé sur le trafic du réseau interurbain. Le trafic des véhicules légers se contracte de 0,8% sur l'ensemble du semestre, malgré une reprise constatée lors des vacances scolaires et des week-ends prolongés du mois de mai. Le trafic poids lourds est en repli de 2,7%, mais ce chiffre traduit néanmoins une inflexion positive par rapport à 2012. Le trafic mix à réseau stable, mesuré en kilomètres parcourus, est en retrait de 1,1% au 30 juin.

Le trafic du Duplex A86, conformément aux prévisions, est à nouveau en progression de 13,0%. La fréquentation les jours ouvrés a atteint en juin une moyenne de 30 722 véhicules/jour (contre 27 360 véhicules/jour en juin 2012), avec des pics journaliers supérieurs à 34 000 véhicules.

3. Chiffre d'affaires d'exploitation

Les tarifs sur le réseau interurbain ont augmenté au 1^{er} février 2013 de 1,91 % pour les véhicules légers (classe 1) et de 2,16% pour les poids lourds (classe 4), conformément au contrat de plan et au contrat de concession. La grille tarifaire du Duplex A86 a fait l'objet d'une augmentation au 1^{er} janvier 2013; Cofiroute a choisi de faire porter l'augmentation sur certaines tranches horaires.

Sous l'effet conjugué du trafic et des tarifs, le chiffre d'affaires péage progresse de 1,3% à 562,2 millions d'euros. Les revenus des activités annexes s'établissent à 10,0 millions d'euros, et le chiffre d'affaires d'exploitation atteint 572,2 millions d'euros, soit une progression de 1,2% sur le semestre.

4. Travaux et amélioration du réseau en service

4.1. Duplex A86 (3 millions d'euros)

Les investissements du semestre concernent des travaux de parachèvement.

4.2. Travaux d'amélioration du réseau interurbain (52 millions d'euros)

Les investissements destinés à améliorer l'impact environnemental du réseau, qui ont fait l'objet du 14^e avenant Paquet vert autoroutier, se sont achevés en mars conformément aux engagements pris. Cofiroute a réalisé, en 3 ans, 343 chantiers, avec notamment 172 points de rejets hydrauliques, 6 sites équipés d'écrans anti-bruit, 14 voies de télépéage sans arrêt mises en service, 428 places de covoiturage créées, 68 aires requalifiées.

Les travaux du 3^e contrat de plan engagés en 2012 se sont poursuivis sur le 1^{er} semestre, avec notamment la mise en place de voies de télépéage sans arrêt : les barrières de Dourdan et de Veigné sont désormais équipées. On dénombre 6 voies mises en service. Les travaux ont démarré sur les barrières de Sorigny, d'Ancenis et de Saint Christophe.

La mise en place d'équipements dynamiques (panneaux à message variable, disponibilité des parkings poids lourds...), contribue à l'amélioration de la gestion du trafic et de l'information des clients. Les travaux pour l'amélioration de la sécurité des clients sont également en cours, avec notamment la création de refuges et de zones d'arrêt sécurisés.

Les études pour l'élargissement de l'A71 entre Theillay et Vierzon et la préparation de l'aménagement de la 3^e voie sur l'A10 entre Chambray et la bifurcation A10/A85 sont lancées.

Par ailleurs, les travaux des nouvelles lignes à grande vitesse Tours – Bordeaux et Le Mans – Rennes (Bretagne-Pays de la Loire), dont le tracé longe l’A85 et l’A10 entre Tours et Poitiers, et l’A11 et l’A81 entre Le Mans et Laval, ont nécessité la réalisation de déviations provisoires sur ces deux autoroutes pour permettre la construction d’ouvrages de franchissement en plusieurs points.

Enfin, dans le cadre des phases 2 de l’avenant 11, la refonte de l’échangeur de Gatignolle se poursuit pour s’achever fin 2013.

La politique prévention sécurité se concrétise également par le déploiement au sein de VINCI Autoroutes de la démarche Maîtrise d’ouvrage « zéro accident ». Les maîtres d’ouvrage internes ont bénéficié de 1 150 heures de formation à la politique « 100% Sécurité Chantiers ».

5. Exploitation du réseau

Le début d’année a été marqué par un hiver long et froid. Une forte mobilisation de moyens humains et matériels a permis de réduire au maximum la gêne occasionnée aux clients lors des épisodes neigeux et l’information trafic, améliorée par la création d’une nouvelle radio VINCI Autoroutes accompagnée d’une refonte des zones de diffusion, a apporté sa contribution au confort et à la sécurité des voyageurs. Les fortes variations de température ont provoqué des désordres aux chaussées qui ont fait l’objet d’une remise en état dans des délais très courts.

Par ailleurs, dans le cadre de l’amélioration de l’assistance aux clients, le service 3605, numéro unique d’appel à disposition des clients, a été renforcé par la mise en place d’une deuxième plateforme à Monnaie ; désormais, 14 salariés de Cofiroute répondent aux appels des clients. Ce service, mutualisé au niveau de VINCI Autoroutes, donne aux clients 24h/24 et 7 jours/7 tous les renseignements sur le trafic, la météo, les événements sur les réseaux et traite les questions relatives aux abonnements au télépéage.

La politique de prévention et de sécurité de VINCI Autoroutes s’est appuyée sur de nombreuses actions au cours du semestre afin de sensibiliser les clients, en particulier les conducteurs de poids lourds, à la conduite responsable. Des ateliers ont été organisés, avec l’aide de la gendarmerie, pour aider les clients à mieux identifier les comportements dangereux sur autoroute, et les sensibiliser à la sécurité des « hommes en jaune » lors de leurs interventions. Une animation de sensibilisation sur le thème de l’hypovigilance au volant a ainsi été menée localement avant les départs en vacances.

Le 15 janvier 2013, la Fondation VINCI Autoroutes pour une conduite responsable (dont la Société Cofiroute est membre fondateur) a lancé la plateforme « Roulons autrement.com », premier site collaboratif dédié à la sécurité routière en France et dans le monde, et qui réunit déjà 40 000 fans sur Facebook. Par ailleurs, le baromètre de la conduite responsable publié en mars révèle qu’un conducteur sur trois, téléphone en conduisant, ou prend le volant en état de fatigue. Des études portant sur la somnolence, l’utilisation des limiteurs/régulateurs sont actuellement menées en collaboration avec l’hôpital de Garches et l’Université de Strasbourg.

Pendant la période estivale, 300 salariés Cofiroute seront présents sur les aires pour rencontrer les clients et participer aux animations qui leur sont proposées. Afin de mieux répondre aux attentes des familles, des équipements de détente et de nouvelles enseignes de centre-ville de forte notoriété sont progressivement implantées.

La procédure transactionnelle, issue de la loi Grenelle II et destinée à lutter contre la fraude au péage, est désormais appliquée. Les agents assermentés de Cofiroute peuvent dresser des procès-verbaux et adresser des avis de paiement à l’encontre des contrevenants qui font l’objet d’une amende forfaitaire de 20 euros en complément du prix forfaitaire du péage.

A l’étranger, un nouveau contrat d’exploitation a été signé en juin entre Cofiroute USA, l’Agence des Transports du Comté d’Orange en Californie (Orange County Transportation Agency - OCTA) et la Commission des Transports du Comté de Riverside (Riverside County Transportation Commission - RCTC). D’une durée de 5 ans et d’un montant de 45 millions d’euros (60 millions de dollars), il porte sur l’exploitation de 17 km de nouvelles Voies Express sur la State Road 91 (SR 91), au sud de Los Angeles.

Ce contrat, dont l’entrée en vigueur est prévue à l’achèvement des travaux en 2016, porte sur la surveillance et la viabilité des voies, l’entretien des équipements de l’autoroute, la supervision du système de péage, le back-office et la gestion du service clients.

6. Relation avec l’Etat concédant

Contrat de concession interurbain

Le 3^e contrat de plan entre l’État et Cofiroute et l’avenant 16 correspondant, signé le 14 décembre 2011, sont mis en œuvre ; le contrat de plan couvre la période 2010-2014.

Par décret du 28 mai 2013, la redevance domaniale perçue auprès des sociétés concessionnaires d’autoroutes a été augmentée de 50% à compter du 1^{er} juillet 2013. Cette augmentation, qui représente pour Cofiroute une charge complémentaire d’environ

14 millions d'euros en année pleine, fait l'objet d'un recours en annulation auprès du Conseil d'État. Une demande de compensation a, par ailleurs, été adressée à l'État.

Durant le 1^{er} semestre 2013, l'État et les sociétés concessionnaires ont échangé sur le périmètre d'un plan d'investissements complémentaires qui pourrait être réalisé, ainsi que sur les modalités de financement de ces investissements à travers un allongement de la durée des contrats de concession.

A la date du présent rapport, ces différentes discussions entre l'État et les sociétés concessionnaires d'autoroutes, n'avaient pas encore abouti.

Dans le cadre du Paquet vert autoroutier, un bilan des opérations a été établi avec le concédant ; les réalisations sont achevées conformément aux engagements ; seuls les aménagements sur deux aires ont dû être décalés en accord avec l'État en raison des travaux de la ligne à grande vitesse occasionnés sur ces deux sites.

7. Comptes semestriels consolidés

7.1. Chiffre d'affaires

En application de la norme IFRIC 12 concernant les contrats de concession de service public, le chiffre d'affaires consolidé est constitué par un chiffre d'affaires d'exploitation, fruit de la perception du péage sur le réseau et des activités annexes réalisées par Cofiroute et ses filiales, et par un chiffre d'affaires construction correspondant aux investissements sur les infrastructures réalisées pour le compte de l'État.

Le chiffre d'affaires d'exploitation consolidé s'établit, au 30 juin 2013, à 572,2 millions d'euros, contre 565,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012, soit une progression de 1,2%.

Le chiffre d'affaires construction s'élève à 49,1 millions d'euros contre 76,1 millions d'euros au 30 juin 2012 (- 36%). La baisse de cette activité de maîtrise d'ouvrage est notamment liée à l'achèvement des travaux du Paquet vert autoroutier. Il convient de rappeler que Cofiroute n'affecte pas de marge à cette activité qui donne lieu à l'inscription au compte de résultat d'une charge de construction d'égal montant.

En cumul, le chiffre d'affaires atteint 621,3 millions d'euros, à comparer à 641,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

7.2. EBITDA

L'EBITDA s'établit à 406,5 millions d'euros contre 396,9 millions d'euros l'année précédente, soit une progression de 9,5 millions d'euros (+2,4%) par rapport à 2012. La gestion rigoureuse des ressources et une issue favorable d'un recours sur une taxe additionnelle permettent d'afficher une croissance de l'indicateur supérieure à la croissance du chiffre d'affaires. Le Duplex A86, dont le chiffre d'affaires semestriel s'élève à 21 millions d'euros, contribue à cette croissance à hauteur de 2,6 millions d'euros.

7.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel progresse plus modestement que l'EBITDA, de 1,6% à 279,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, contre 274,4 millions d'euros en 2012, compte tenu des amortissements additionnels.

7.4. Résultat financier

Le coût de l'endettement financier net s'améliore de 7,0 millions d'euros, pour s'élever à - 57,9 millions d'euros grâce à l'indexation d'un emprunt sur les taux courts. L'actualisation de la provision pour maintien en l'état de l'infrastructure, appliquée conformément aux normes IFRS, a un impact positif de 1,9 million d'euros. Le résultat financier s'améliore de 8,9 millions d'euros à -61,7 millions d'euros, contre -70,6 millions d'euros au 30 juin 2012.

7.5. Résultat net

Avec une charge d'impôts de 83,9 millions d'euros, incluant la contribution de 3% sur les dividendes versés au cours du semestre, soit 4,9 millions d'euros et la majoration du taux d'impôt de 5%, le résultat net s'établit à 133,4 millions d'euros, contre 129,5 millions d'euros l'année précédente.

7.6. Endettement financier net

L'endettement financier net à fin juin 2013 s'élève à 2 865 millions d'euros, à comparer à 2 978 millions d'euros au 30 juin 2012.

8. Comptes sociaux

Compte de résultat

Le chiffre d'affaires semestriel progresse de 7,1 millions d'euros et s'établit à 568,5 millions d'euros, avec une recette de péage de 562,2 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation progresse de 5,1 millions d'euros à 275,0 millions d'euros, le résultat financier s'améliore de 7,8 millions d'euros à -55,4 millions d'euros.

Compte tenu d'un résultat exceptionnel positif de 1,8 million d'euros et d'une charge d'impôts de 85,0 millions d'euros incluant la majoration de taux d'impôt de 5,0% et la contribution de 3,0% sur les dividendes versés au cours du semestre, le résultat net de la période pour s'établir à 136,4 millions d'euros, progresse de 3,7 millions d'euros par rapport à celui du 1^{er} semestre 2012.

9. Événements importants survenus depuis le 30 juin 2013

Depuis la clôture de l'exercice, il n'est survenu aucun événement significatif.

10. Principaux risques et principales incertitudes pour le second semestre 2013

L'évolution du trafic est impactée par le contexte économique et social. Le trafic des véhicules légers est exposé à l'évolution du carburant à la pompe et à la consommation des ménages, tandis que le redressement du trafic des poids lourds reste conditionné par la croissance économique du second semestre en France, et dans une moindre mesure, sur la péninsule ibérique.

L'augmentation de la redevance domaniale applicable au 1^{er} juillet, générera une charge additionnelle de 7 millions d'euros. Les modalités et le calendrier de compensation n'ont pas été arrêtés à ce jour avec le concédant.

11. Composition du Conseil d'administration

Sur proposition du Conseil d'administration, l'assemblée générale du 20 mars a décidé une modification des statuts pour ajouter à la composition du Conseil un poste d'administrateur salarié. Les élections, organisées en juin 2013, ont désigné Philippe Chatelain, superviseur péage, pour occuper ce poste pour une durée de 4 ans.

Au 30 juin 2013 le Conseil d'administration est composé de 9 membres:

- Pierre Coppey, Président ;
- Patrick Faure ;
- Henri Stouff ;
- Christian Saint-Etienne ;
- VINCI Autoroutes, représentée par Xavier Huillard ;
- Cofiroute Holding, représentée par Bernard Huvelin ;
- Colas, représentée par Hervé Le Bouc ;
- VINCI Construction, représentée par Richard Francioli ;
- Philippe Chatelain, représentant des salariés.

12. Répartition du capital social

Le capital social de Cofiroute au 30 juin 2013 est ainsi réparti :

VINCI Autoroutes	65,33%
Cofiroute Holding	17,99%
Colas	16,67%
Autres	0,01%

Aucune portion du capital de la Société n'est détenue par les salariés.

Sommaire

des comptes consolidés semestriels résumés

7	Comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013
7	Compte de résultat consolidé de la période
8	État du résultat global consolidé de la période
9	Bilan consolidé
11	Tableau des flux de trésorerie consolidés
12	Variation des capitaux propres consolidés
13	Annexe aux comptes consolidés semestriels résumés
13	A. Saisonnalité de l'activité
13	B. Principes comptables, méthodes d'évaluation et changement de méthode
13	1. Principes généraux
14	2. Méthodes de consolidation
15	3. Règles et méthodes d'évaluation
16	4. Changement de méthode comptable : application d'IAS 19 amendée « Avantages du personnel »
20	C. Notes relatives au compte de résultat
20	5. Chiffre d'affaires
20	6. Résultat opérationnel
21	7. Charges et produits financiers
21	8. Impôts sur les bénéfices
21	9. Résultat par action
22	D. Notes relatives au bilan
22	10. Immobilisations incorporelles du domaine concédé
23	11. Immobilisations corporelles
24	12. Autres actifs financiers non courants
24	13. Capitaux propres
25	14. Paiements en actions
25	15. Provisions non courantes
27	16. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes
28	17. Informations relatives à l'endettement financier net
30	18. Informations relatives à la gestion des risques financiers
30	19. Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers par catégorie comptable
32	E. Autres notes
32	20. Transactions avec les parties liées
32	21. Obligations contractuelles et autres engagements donnés ou reçus
32	F. Note relative aux litiges
32	G. Événements postérieurs à la clôture

Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013

Compte de résultat consolidé de la période

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012 (*)	2012 (*)
CHIFFRE D'AFFAIRES	5	621,3	641,8	1 336,5
<i>dont :</i>				
<i>Chiffre d'affaires d'exploitation</i>		572,2	565,7	1 208,5
<i>Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession</i>		49,1	76,1	128,0
Produits des activités annexes		2,5	3,7	4,9
Charges opérationnelles	6	- 343,7	- 370,0	- 735,1
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SUR ACTIVITÉ		280,0	275,6	606,3
Paielements en actions	14	- 1,1	- 1,1	- 2,4
Résultats des sociétés mises en équivalence		0,0	0,0	0,0
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	6	279,0	274,4	603,9
Coût de l'endettement financier brut		- 58,7	- 67,4	- 131,4
Produits financiers des placements de trésorerie		0,8	2,5	3,8
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	7	- 57,9	- 64,9	- 127,7
Autres produits financiers	7	0,2	0,1	0,2
Autres charges financières	7	- 4,0	- 5,8	- 14,1
Impôts sur les bénéfices	8	- 83,9	- 74,3	- 168,2
RÉSULTAT NET		133,4	129,5	294,2
Résultat net - Part des intérêts minoritaires		0,0	0,0	0,0
RÉSULTAT NET- Part du Groupe		133,4	129,5	294,2
RÉSULTAT NET par action (en euros) - Part du Groupe	9	32,9	31,9	72,5

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, « Avantages du personnel » et présenté en note B.4.

État du résultat global consolidé de la période

Le Groupe applique à compter du 1^{er} janvier 2013 l'amendement à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global ». Les autres éléments du résultat global sont désormais ventilés en deux sections permettant de distinguer les composantes susceptibles d'être recyclées en résultat net et celles qui ne le seront jamais.

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012 (*)	2012 (*)
RÉSULTAT NET	133,4	129,5	294,2
Instruments financiers des sociétés contrôlées: variations de juste valeur	-0,1	2,2	5,2
<i>dont :</i>			
<i>Couverture de flux de trésorerie (**)</i>	-0,1	2,2	5,2
Instruments financiers des sociétés mises en équivalence: variations de juste valeur	0,0	0,0	0,0
Écarts de conversion	0,0	0,1	0,0
Impôt	0,0	-0,7	-1,8
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net	-0,1	1,5	3,4
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	-0,6	-2,0	-2,8
Impôt	0,2	0,7	1,0
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net	-0,4	-1,3	-1,8
Total autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres	-0,5	0,2	1,6
RÉSULTAT GLOBAL	132,9	129,7	295,7

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, « Avantages du personnel » et présenté en note B.4.

(**) Les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (couverture de taux) sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace de la couverture. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont rapportés en résultat au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

Bilan consolidé

Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2013	30/06/2012 (*)	31/12/2012 (*)
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	10	5 164,8	5 276,3	5 223,9
Goodwill		- 0,0	0,0	0,0
Autres immobilisations incorporelles		1,7	1,9	1,9
Immobilisations corporelles du domaine concédé	11	396,5	408,8	410,6
Immobilisations corporelles	11	20,6	9,2	12,0
Participations dans les sociétés mises en équivalence		0,1	0,1	0,1
Autres actifs financiers non courants	12	100,4	109,2	117,9
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		5 684,2	5 805,4	5 766,4
Actifs courants				
Stocks et travaux en cours	16	1,6	1,8	0,7
Clients et autres débiteurs	16	93,3	86,9	78,9
Autres actifs courants d'exploitation	16	19,4	24,9	33,6
Autres actifs courants hors exploitation		0,0	0,0	0,0
Actifs d'impôt exigible		4,0	5,4	0,0
Autres actifs financiers courants	18	120,1	133,0	162,2
Actifs financiers de gestion de trésorerie	17	11,2	10,5	10,5
Disponibilités et équivalents de trésorerie	17	439,6	349,5	454,0
TOTAL ACTIFS COURANTS		689,1	612,1	739,9
TOTAL ACTIFS		6 373,3	6 417,5	6 506,3

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, « Avantages du personnel » et présenté en note B.4.

Le compte courant de trésorerie auprès de VINCI Autoroutes, qui était classé en actifs financiers de gestion de trésorerie dans les publications 2012, est désormais présenté en disponibilités et équivalents de trésorerie.

Bilan consolidé

Passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2013	30/06/2012 (*)	31/12/2012 (*)
Capitaux propres				
Capital social		158,3	158,3	158,3
Réserves consolidées		1 822,3	1 823,1	1 693,8
Réserves de conversion		- 0,4	- 0,3	- 0,4
Résultat net de la période - Part du Groupe		133,4	129,5	294,2
Opérations enregistrées directement en capitaux propres		- 0,7	- 1,7	- 0,2
CAPITAUX PROPRES - Part du Groupe	13	2 112,9	2 108,9	2 145,7
Intérêts minoritaires		0,0	0,0	0,0
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 112,9	2 108,9	2 145,7
Passifs non courants				
Provisions non courantes	15	18,7	19,2	19,3
Emprunts obligataires	17	2 318,0	2 326,3	2 307,4
Autres emprunts et dettes financières	17	1 033,0	1 087,6	1 055,5
Autres passifs non courants		2,9	2,3	2,1
Impôts différés passifs		236,9	244,6	239,2
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		3 609,5	3 680,0	3 623,4
Passifs courants				
Provisions courantes	16.2	211,8	205,8	207,9
Fournisseurs	16.1	33,7	26,0	32,1
Dettes sur immobilisations		35,7	43,7	42,7
Autres passifs courants d'exploitation	16.1	87,8	89,7	93,1
Passifs d'impôt exigible		97,3	97,3	103,2
Dettes financières courantes	17 - 18	184,6	166,1	258,1
TOTAL PASSIFS COURANTS		650,9	628,5	737,2
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		6 373,3	6 417,5	6 506,3

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, « Avantages du personnel » et présenté en note B.4

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012 (*)	2012 (*)
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE LA PÉRIODE		133,4	129,5	294,2
Dotations nettes aux amortissements	6	128,7	124,3	254,4
Dotations (reprises) nettes aux provisions		2,8	4,7	11,9
Paiements en actions et autres retraitements	14	- 0,6	- 0,9	- 0,9
Résultat sur cessions		0,4	0,1	0,6
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et dividendes des sociétés non consolidées		- 0,0	- 0,0	- 0,1
Coût de l'endettement financier net comptabilisé	7	57,9	64,9	127,7
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées	8	83,9	74,3	168,2
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT avant coût de financement et impôts		406,5	396,9	855,9
Variations du BFR liées à l'activité et des provisions courantes	16	- 5,0	1,3	5,3
Impôts payés		- 95,1	- 93,2	- 181,7
Intérêts financiers nets payés	7	- 76,1	- 83,9	- 128,0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		0,0	0,0	0,0
FLUX DE TRÉSORERIE liés à l'activité	I	230,4	221,1	551,5
<i>Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles</i>		<i>- 9,0</i>	<i>- 1,0</i>	<i>- 4,5</i>
<i>Cession des immobilisations corporelles et incorporelles</i>		<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>
Investissements opérationnels (nets de cessions)		- 8,9	- 0,9	- 4,3
Cash-flow opérationnel		221,6	220,1	547,2
Investissements en immobilisations du domaine concédé (nets de subventions reçues)	10	- 62,6	- 101,6	- 182,1
Cash-flow libre (après investissements)		159,0	118,6	365,1
Dividendes reçus des sociétés non consolidées		0,0	0,0	0,1
Incidence nette des variations de périmètre (**)		- 0,2	0,0	0,0
Autres		0,0	0,0	- 0,0
FLUX DE TRÉSORERIE liés aux opérations d'investissements	II	- 71,6	- 102,4	- 186,3
Dividendes payés aux actionnaires de Cofiroute SA	13.2	- 164,8	- 158,5	- 288,0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts long terme	17	26,3	4,8	4,9
Remboursements d'emprunts long terme	17	- 34,1	- 3,5	- 16,1
Variation des actifs de gestion de trésorerie et autres dettes financières courantes	18	10,2	- 25,7	- 125,7
FLUX NETS DE TRÉSORERIE liés aux opérations de financement	III	- 162,4	- 183,0	- 424,9
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	I + II + III	- 3,5	- 64,4	- 59,7
Trésorerie nette à l'ouverture		16,7	76,5	76,5
Autres variations		- 0,0	- 0,1	- 0,1
TRÉSORERIE NETTE A LA CLÔTURE		13,1	12,1	16,7
Augmentation (diminution) des actifs financiers de gestion de trésorerie		- 10,2	25,7	125,7
(Émission) remboursement des emprunts		7,8	- 1,3	11,3
Autres variations		18,0	21,2	5,5
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	17	12,1	- 18,7	82,7
Endettement financier net en début de période		- 2 876,8	- 2 959,5	- 2 959,5
ENDETTEMENT FINANCIER NET EN FIN DE PÉRIODE		- 2 864,7	- 2 978,2	- 2 876,8

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, « Avantages du personnel » et présenté en note B.4.

(**) Dont endettement financier net de sociétés intégrées sur la période.

Variation des capitaux propres consolidés

Capitaux Propres - Part du Groupe								
	Capital social	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Opérations enregistrées directement en capitaux propres	Résultat net	Total	Intérêts minoritaires	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
CAPITAUX PROPRES 01/01/2012 ^(*)	158,3	1 688,5	- 0,4	- 1,8	294,2	2 138,8	0,0	2 138,8
Résultat net de la période ^(*)					294,2	294,2		294,2
Produits et charges de la période comptabilisés directement en capitaux propres ^(*)			- 0,0	1,6		1,6		1,6
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE ^(*)	0,0	0,0	- 0,0	1,6	294,2	295,7	0,0	295,7
Affectation de résultat et dividendes distribués		6,2			- 294,2	- 288,0		- 288,0
Paievements en actions		- 0,9				- 0,9		- 0,9
CAPITAUX PROPRES 31/12/2012 ^(*)	158,3	1 693,8	- 0,4	- 0,2	294,2	2 145,7	0,0	2 145,7
Résultat net de la période					133,4	133,4		133,4
Produits et charges de la période comptabilisés directement en capitaux propres			- 0,0	- 0,5		- 0,5		- 0,5
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE	0,0	0,0	- 0,0	- 0,5	133,4	132,9	0,0	132,9
Affectation de résultat et dividendes distribués		129,5			- 294,3	- 164,8		- 164,8
Paievements en actions		- 0,9				- 0,9		- 0,9
Variation de périmètre		- 0,1			0,1	0,0		0,0
CAPITAUX PROPRES 30/06/2013	158,3	1 822,3	- 0,4	- 0,7	133,4	2 112,9	0,0	2 112,9

^(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, « Avantages du personnel » et présenté en note B.4.

Annexe aux comptes consolidés semestriels résumés

A. Saisonnalité de l'activité

Le 1^{er} semestre de l'exercice est marqué par un volume d'activité inférieur à celui de la seconde partie de l'année, en raison du niveau élevé du trafic constaté au cours de la période estivale.

Au cours des derniers exercices, le chiffre d'affaires du premier semestre représentait environ 46 % à 47 % du chiffre d'affaires de l'année, il ne peut donc pas être extrapolé sur l'ensemble de l'exercice. Il en va de même pour les résultats.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les comptes semestriels du Groupe.

Les produits et charges des activités ordinaires que le Groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêté semestriel.

Les risques nés dans le semestre sont provisionnés au cours de la période.

B. Principes comptables, méthodes d'évaluation et changement de méthode

1. Principes généraux

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2013 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 26 juillet 2013. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Ils se réfèrent aux comptes consolidés annuels au 31 décembre 2012 présentés dans le rapport financier 2012, déposé auprès de l'AMF le 28 février 2013.

Les principes comptables retenus pour la préparation et la présentation des comptes consolidés semestriels résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2013, en application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002^(*).

Les principes comptables retenus au 30 juin 2013 sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2012, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne, applicables à partir du 1^{er} janvier 2013 (voir note B.1.1. « Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} Janvier 2013 »).

1.1. Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2013

Les impacts inhérents à l'application à compter du 1^{er} janvier 2013 des nouvelles dispositions de la norme IAS 19 sont décrits dans la note B.4 « Changement de méthode comptable : application d'IAS 19 amendée, Avantages du personnel ».

Les autres normes et interprétations applicables, de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2013 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2013. Elles concernent principalement :

- IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur », voir note B.3.2 ;
- IAS 1 amendée « Présentation des autres éléments du résultat global » ;
- IFRS 7 amendée « Informations à fournir dans le cadre de compensations d'actifs et de passifs financiers » ;
- Améliorations annuelles, cycle 2009-2011.

^(*) Disponibles sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30 juin 2013

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétation évoquées ci-après dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2013.

Normes sur les méthodes de consolidation :

- IFRS 10 « États financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- IAS 27 révisée « États financiers individuels » ;
- IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises » ;
- Amendements à IFRS 10, 11 et 12 « Dispositions transitoires ».

Autres normes :

- IFRS 9 « Instruments financiers, classification et évaluation » ;
- IAS 32 amendée « Compensation d'actifs et de passifs financiers » ;
- Modifications d'IAS 36 « Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers » ;
- IFRIC 21 « Droits ou taxes » ;

Le Groupe réalise actuellement une analyse des impacts et des conséquences pratiques de l'application de ces normes.

2. Méthodes de consolidation

2.1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe Cofiroute détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale. Cela concerne les sociétés suivantes dont le Groupe détient 100 % du capital :

- Cofiroute Participations ;
- Cofiroute Corporation, SR 91 et Cofiroute USA ;
- Cofiroute UK Ltd.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Cela concerne la société :

- La Crossing Company Ltd. détenue à 42,86% par Cofiroute UK Ltd.

Le Groupe ne détient aucune société contrôlée conjointement.

Les comptes consolidés regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 millions d'euros, ainsi que ceux des entités dont le chiffre d'affaires est inférieur lorsque leur impact est significatif sur les comptes du Groupe.

Évolution du périmètre de consolidation

(en nombre de sociétés)	30/06/2013			30/06/2012			31/12/2012		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	6	2	4	7	3	4	7	3	4
Mise en équivalence	1	0	1	1	0	1	1	0	1
Total	7	2	5	8	3	5	8	3	5

L'unique variation de périmètre de consolidation intervenue au cours du premier semestre 2013 concerne la sortie de la société SERA (Société d'Exploitation de Radiodiffusion Autoroutière), au 1^{er} janvier 2013, sans impact significatif sur les états financiers du groupe.

2.2. Opérations intragroupe

Les opérations et transactions réciproques d'actifs et de passifs, de produits et de charges entre entreprises consolidées, sont éliminées dans les comptes consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales contrôlées ;
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise consolidée selon la méthode de la mise en équivalence.

2.3. Conversion des états financiers des sociétés et des établissements étrangers

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et établissements correspond à la monnaie du pays concerné. Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe (l'euro) sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultat. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écarts de conversion dans les autres éléments du résultat global.

2.4. Opérations en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. À la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change de clôture de la période.

Les pertes et gains de change en résultant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres charges et produits financiers au compte de résultat.

3. Règles et méthodes d'évaluation

3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Dans le contexte actuel de la crise économique touchant de nombreux pays, notamment en Europe, les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- évaluations retenues pour les tests de pertes de valeur ;
- valorisation des paiements en actions (charge IFRS 2) ;
- évaluations des engagements de retraite ;
- évaluations des provisions ;
- détermination des taux d'actualisation retenus pour mettre en œuvre les tests de dépréciation d'actifs (IAS 36) et pour actualiser les provisions (IAS 37) et les avantages au personnel (IAS 19) ;
- valorisation des instruments financiers à la juste valeur.

3.2. Evaluation de la juste valeur

La norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » est d'application prospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Le Groupe a principalement recours à la juste valeur pour l'évaluation, sur une base récurrente au bilan, de ses instruments dérivés, ses actifs financiers de gestion de trésorerie et les actifs et passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises. Les justes valeurs des autres instruments financiers (instruments de dette et prêts et créances au coût amorti notamment) sont communiquées en annexe aux comptes consolidés en note D.19 « Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers par catégorie comptable ».

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale. Elle est constatée sur le marché principal de l'actif ou du passif (ou le plus avantageux, si absence de marché principal), c'est-à-dire celui qui offre le plus grand volume et le meilleur niveau d'activité.

Les hypothèses et les caractéristiques retenues pour évaluer un actif ou un passif sont celles que des intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif (risque de non-performance, caractéristiques propres et éventuelles restrictions notamment), considérant que les participants du marché agissent dans leur meilleur intérêt économique. L'évaluation de la juste valeur d'un actif non financier tient également compte de la capacité d'un intervenant du marché à générer un avantage économique en utilisant l'actif de façon optimale ou en le vendant à un tiers qui en ferait une utilisation optimale. L'utilisation optimale prend en considération l'utilisation de l'actif qui est légalement, physiquement possible et financièrement réalisable.

Pour déterminer ces justes valeurs, le Groupe utilise les méthodes d'évaluation suivantes :

- approches de marché, fondées sur des prix ou transactions de marché observables ;
- approches par le revenu, qui convertissent la somme de flux de trésorerie futurs en un montant unique actualisé ;
- approches par les coûts, qui prennent en considération l'obsolescence physique, technologique et économique de l'actif évalué.

Les justes valeurs sont hiérarchisées selon trois niveaux.

- Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif. Les valeurs mobilières de placement et emprunts obligataires cotés sont valorisés ainsi.
- Niveau 2 : modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne : ces techniques font appel aux méthodes de calcul mathématique usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbe de taux...). Le calcul de la juste valeur de la plupart des instruments financiers dérivés (swaps, caps, floors...) négociés sur les marchés est opéré sur la base de modèles internes communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers. Les valorisations d'instruments dérivés calculées en interne font l'objet à chaque trimestre de contrôles de cohérence avec celles transmises par les contreparties.
- Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables : ce modèle s'applique notamment aux relations clients et aux contrats acquis lors de regroupements d'entreprises ainsi qu'aux titres de participation non cotés, lesquels sont valorisés à leur coût d'acquisition majoré des coûts de transaction, en l'absence de marché actif.

3.3. Règles et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêtés intermédiaires

Évaluation de la charge d'impôt

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables.

Engagements de retraite

Il n'est pas effectué de nouveau calcul actuariel complet à la clôture des comptes consolidés semestriels résumés. La charge du semestre au titre des engagements de retraite est égale à la moitié de la charge calculée au titre de 2013 sur la base des hypothèses actuarielles au 31 décembre 2012. Les impacts liés aux variations d'hypothèses sur les avantages postérieurs à l'emploi (taux d'actualisation et taux d'inflation à long terme) intervenues sur le 1^{er} semestre 2013 sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

4. Changement de méthode comptable : application d'IAS 19 amendée « Avantages du personnel »

Le Groupe applique à compter du 1^{er} janvier 2013 les dispositions de la norme IAS 19 amendée « Avantages du personnel » qui introduit plusieurs modifications sur la comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi, dont notamment :

- la reconnaissance au bilan consolidé de l'intégralité des avantages postérieurs à l'emploi accordés aux salariés du Groupe. L'option du corridor et la possibilité d'amortir en résultat le coût des services passés sur la durée moyenne d'acquisition des droits par les salariés sont supprimées ;
- le rendement attendu des actifs de couverture des régimes de retraite est désormais calculé sur le même taux que le taux d'actualisation de l'obligation au titre des régimes à prestations définies ;
- la comptabilisation en résultat des impacts afférents aux modifications de régimes ;
- la reconnaissance des impacts de réestimation en autres éléments du résultat global : gains et pertes actuariels sur l'engagement, surperformance (sous-performance) des actifs du régime, c'est-à-dire l'écart entre le rendement effectif des actifs du régime et leur rémunération calculée sur la base du taux d'actualisation de la dette actuarielle, et variation de l'effet du plafonnement de l'actif. Ces impacts sont présentés dans l'état du résultat global consolidé.

La norme IAS 19 amendée « Avantages du personnel » étant d'application rétrospective, les impacts du changement de méthode comptable sur la période comparative 2012 et sur les bilans du 30 juin 2012 et du 31 décembre 2012 sont présentés ci-après.

4.1. Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012 publié	Impact IAS19 amendée	1 ^{er} semestre 2012 retraité	2012 publié	Impact IAS19 amendée	2012 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	641,8	0,0	641,8	1 336,5	0,0	1 336,5
<i>dont :</i>						
Chiffre d'affaires d'exploitation	565,7		565,7	1 208,5		1 208,5
Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession	76,1		76,1	128,0		128,0
Produits des activités annexes	3,7		3,7	4,9		4,9
Charges opérationnelles	- 370,0	0,1	- 370,0	- 735,2	0,1	- 735,1
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SUR ACTIVITÉ	275,5	0,1	275,6	606,2	0,1	606,3
Paiements en actions	- 1,1		- 1,1	- 2,4		- 2,4
Résultats des sociétés mises en équivalence	0,0		0,0	0,0		0,0
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	274,4	0,1	274,4	603,8	0,1	603,9
Coût de l'endettement financier brut	- 67,4		- 67,4	- 131,4		- 131,4
Produits financiers des placements de trésorerie	2,5		2,5	3,8		3,8
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	- 64,9	0,0	- 64,9	- 127,7	0,0	- 127,7
Autres produits financiers	0,1		0,1	0,2		0,2
Autres charges financières	- 5,8	0,0	- 5,8	- 14,1	0,1	- 14,1
Impôts sur les bénéfices	- 74,2	- 0,0	- 74,3	- 168,2	- 0,1	- 168,2
RÉSULTAT NET	129,5	0,1	129,5	294,0	0,1	294,2
Résultat net - Part des intérêts minoritaires	0,0		0,0	0,0		0,0
RÉSULTAT NET- Part du Groupe	129,5	0,1	129,5	294,0	0,1	294,2
RÉSULTAT NET par action (en euros) - Part du Groupe	31,9	0,0	31,9	72,4	0,0	72,5

Les impacts sur la période comparative 2012 résultent principalement :

- de l'annulation en résultat opérationnel sur activité de l'amortissement des pertes et gains actuariels et du coût des services passés,
- de la reconnaissance en résultat financier d'intérêts sur actifs de régime recalculés sur la base du taux d'actualisation de l'engagement au titre des prestations définies. L'écart entre ce rendement nominal calculé et le rendement réel des actifs a été comptabilisé en autres éléments du résultat global (écarts actuariels sur actifs de couverture, gains et pertes d'expérience).

4.2. Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012

	Capitaux Propres - Part du Groupe							Total
	Capital social	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Opérations enregistrées directement en capitaux propres	Résultat net	Total	Minoritaires	
(en millions d'euros)								
CAPITAUX PROPRES 01/01/2012 publiés	158,3	1 691,3	- 0,4	- 1,8	294,2	2 141,6	0,0	2 141,6
Impacts IAS 19 amendée		- 2,7				- 2,7		- 2,7
CAPITAUX PROPRES 01/01/2012 retraités	158,3	1 688,5	- 0,4	- 1,8	294,2	2 138,8	0,0	2 138,8

Les impacts de la norme IAS 19 amendée sur les capitaux propres du 1^{er} janvier 2012 résultent principalement de la reconnaissance des pertes actuarielles et du coût des services passés antérieurement non comptabilisés, nets d'impôts différés.

4.3. Bilan consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012 publié	Impacts IAS 19 amendée	30/06/2012 retraité	31/12/2012 publié	Impacts IAS 19 amendée	31/12/2012 retraité
Actifs non courants						
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	5 276,3		5 276,3	5 223,9		5 223,9
Goodwill	0,0		0,0	0,0		0,0
Autres immobilisations incorporelles	1,9		1,9	1,9		1,9
Immobilisations corporelles du domaine concédé	408,8		408,8	410,6		410,6
Immobilisations corporelles	9,2		9,2	12,0		12,0
Participations dans les sociétés mises en équivalence	0,1		0,1	0,1		0,1
Autres actifs financiers non courants	109,2		109,2	117,9		117,9
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	5 805,4	0,0	5 805,4	5 766,4	0,0	5 766,4
Actifs courants						
Stocks et travaux en cours	1,8		1,8	0,7		0,7
Clients et autres débiteurs	86,9		86,9	78,9		78,9
Autres actifs courants d'exploitation	24,9		24,9	33,6		33,6
Autres actifs courants hors exploitation	0,0		0,0	0,0		0,0
Actifs d'impôt exigible	5,4		5,4	0,0		0,0
Autres actifs financiers courants	133,0		133,0	162,2		162,2
Actifs financiers de gestion de trésorerie	10,5		10,5	10,5		10,5
Disponibilités et équivalents de trésorerie	349,5		349,5	454,0		454,0
TOTAL ACTIFS COURANTS	612,1	0,0	612,1	739,9	0,0	739,9
TOTAL ACTIFS	6 417,5	0,0	6 417,5	6 506,3	0,0	6 506,3

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2012 publié	Impacts IAS 19 amendée	30/06/2012 retraité	31/12/2012 publié	Impacts IAS 19 amendée	31/12/2012 retraité
Capitaux propres						
Capital social	158,3		158,3	158,3		158,3
Réserves consolidées	1 825,8	- 2,7	1 823,1	1 696,5	- 2,7	1 693,8
Réserves de conversion	- 0,3		- 0,3	- 0,4		- 0,4
Résultat net de la période - Part du Groupe	129,5	0,1	129,5	294,0	0,1	294,2
Opérations enregistrées directement en capitaux propres	- 0,4	- 1,3	- 1,7	1,6	- 1,8	- 0,2
CAPITAUX PROPRES - Part du Groupe	2 112,9	- 4,0	2 108,9	2 150,1	- 4,4	2 145,7
Intérêts minoritaires	0,0		0,0	0,0		0,0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2 112,9	- 4,0	2 108,9	2 150,1	- 4,4	2 145,7
Passifs non courants						
Provisions non courantes	13,1	6,1	19,2	12,5	6,8	19,3
Emprunts obligataires	2 326,3		2 326,3	2 307,4		2 307,4
Autres emprunts et dettes financières	1 087,6		1 087,6	1 055,5		1 055,5
Autres passifs non courants	2,3		2,3	2,1		2,1
Impôts différés passifs	246,6	- 2,1	244,6	241,5	- 2,3	239,2
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	3 676,1	4,0	3 680,0	3 619,0	4,4	3 623,4
Passifs courants						
Provisions courantes	205,8		205,8	207,9		207,9
Fournisseurs	26,0		26,0	32,1		32,1
Dettes sur immobilisations	43,7		43,7	42,7		42,7
Autres passifs courants d'exploitation	89,7		89,7	93,1		93,1
Passifs d'impôt exigible	97,3		97,3	103,2		103,2
Dettes financières courantes	166,1		166,1	258,1		258,1
TOTAL PASSIFS COURANTS	628,5	0,0	628,5	737,2	0,0	737,2
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	6 417,5	- 0,0	6 417,5	6 506,3	0,0	6 506,3

Les retraitements enregistrés au 30 juin et au 31 décembre 2012 sont principalement liés à la reconnaissance des pertes actuarielles et du coût des services passés antérieurement non comptabilisés.

4.4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2012 publié	Impact IAS19 amendée	1 ^{er} semestre 2012 retraité	2012 publié	Impact IAS19 amendée	2012 retraité
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE LA PÉRIODE	129,5	0,1	129,5	294,0	0,1	294,2
Dotations nettes aux amortissements	124,3		124,3	254,4		254,4
Dotations (reprises) nettes aux provisions	4,8	- 0,1	4,7	12,1	- 0,2	11,9
Paievements en actions et autres retraitements	- 0,9		- 0,9	- 0,9		- 0,9
Résultat sur cessions	0,1		0,1	0,6		0,6
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et dividendes des sociétés non consolidées	- 0,0		- 0,0	- 0,1		- 0,1
Coûts d'emprunt immobilisés	0,0		0,0	0,0		0,0
Coût de l'endettement financier net comptabilisé	64,9		64,9	127,7		127,7
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées	74,2	0,0	74,3	168,2	0,1	168,2
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT avant coût de financement et impôts	396,9	0,0	396,9	855,9	0,0	855,9
Variations du BFR liées à l'activité et des provisions courantes	1,3		1,3	5,3		5,3
Impôts payés	- 93,2		- 93,2	- 181,7		- 181,7
Intérêts financiers nets payés	- 83,9		- 83,9	- 128,0		- 128,0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0,0		0,0	0,0		0,0
FLUX DE TRÉSORERIE liés à l'activité	I	221,1	221,1	551,5	0,0	551,5
<i>Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles</i>		- 1,0	- 1,0	- 4,5		- 4,5
<i>Cession des immobilisations corporelles et incorporelles</i>		0,1	0,1	0,2		0,2
Investissements opérationnels (net de cessions)		- 0,9	- 0,9	- 4,3		- 4,3
Cash-flow opérationnel		220,1	220,1	547,2	0,0	547,2
Investissements en immobilisations du domaine concédé (net de subventions reçues)		-101,6	- 101,6	- 182,1		- 182,1
Cash-flow libre (après investissements)		118,6	118,6	365,1	0,0	365,1
Dividendes reçus des sociétés non consolidées		0,0	0,0	0,1		0,1
Incidence nette des variations de périmètre		0,0	0,0	0,0		0,0
Autres		0,0	0,0	- 0,0		- 0,0
FLUX DE TRÉSORERIE liés aux opérations d'investissements	II	- 102,4	- 102,4	- 186,3	0,0	- 186,3
Dividendes payés aux actionnaires de Cofiroute SA		- 158,5	- 158,5	- 288,0		- 288,0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts long terme		4,8	4,8	4,9		4,9
Remboursements d'emprunts long terme		- 3,5	- 3,5	- 16,1		- 16,1
Variation des actifs de gestion de trésorerie et autres dettes financières courantes		- 25,7	- 25,7	- 125,7		- 125,7
FLUX NETS DE TRÉSORERIE liés aux opérations de financement	III	- 183,0	- 183,0	- 424,9	0,0	- 424,9
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	I+II+III	- 64,4	- 64,4	- 59,7	0,0	- 59,7
Trésorerie nette à l'ouverture		76,5	76,5	76,5		76,5
Autres variations		- 0,1	- 0,1	- 0,1		- 0,1
TRÉSORERIE NETTE A LA CLOTURE		12,1	12,1	16,7	0,0	16,7
Augmentation (diminution) des actifs financiers de gestion de trésorerie		25,7	25,7	125,7		125,7
(Émission) remboursement des emprunts		- 1,3	- 1,3	11,3		11,3
Autres variations		21,2	21,2	5,5		5,5
VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		- 18,7	- 18,7	82,7	0,0	82,7
Endettement financier net en début de période		- 2 959,5	- 2 959,5	- 2 959,5		- 2 959,5
ENDETTEMENT FINANCIER NET EN FIN DE PÉRIODE		- 2 978,2	- 2 978,2	- 2 876,8	0,0	- 2 876,8

C. Notes relatives au compte de résultat

5. Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012 (*)	2012 (**)
Chiffre d'affaires - Recettes de péage	562,2	555,2	1 185,6
Chiffre d'affaires - Autres	10,0	10,5	22,8
CHIFFRE D'AFFAIRES D'EXPLOITATION	572,2	565,7	1 208,5
Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession	49,1	76,1	128,0
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	621,3	641,8	1 336,5

La progression de la recette péage de 1,3% se décompose comme suit :

- trafic à réseau stable : -1,1% ;
- impact du duplex A86 : + 0,4% ;
- effet tarif : +2,0%.

6. Résultat opérationnel

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2013	1 ^{er} semestre 2012 (*)	2012 (**)
CHIFFRE D'AFFAIRES	621,3	641,8	1 336,5
dont :			
<i>Chiffre d'affaires d'exploitation</i>	<i>572,2</i>	<i>565,7</i>	<i>1 208,5</i>
<i>Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession</i>	<i>49,1</i>	<i>76,1</i>	<i>128,0</i>
PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	2,5	3,7	4,9
Charges de construction	- 49,1	- 76,1	- 128,0
Achats consommés	- 6,2	- 6,5	- 12,7
Services extérieurs	- 38,5	- 35,0	- 89,4
Impôts et taxes	- 66,2	- 67,0	- 137,9
Charges de personnel	- 56,3	- 57,9	- 115,7
Autres produits et charges opérationnels	- 0,3	- 0,1	- 0,6
Dotations aux amortissements	- 128,7	- 124,3	- 254,4
Dotations nettes aux provisions et autres	1,6	- 3,0	3,6
CHARGES OPERATIONNELLES D'EXPLOITATION	- 343,7	- 370,0	- 735,1
RESULTAT OPERATIONNEL SUR ACTIVITE	280,0	275,6	606,3
<i>% du chiffre d'affaires (**)</i>	<i>48,9%</i>	<i>48,7%</i>	<i>50,2%</i>
Paiements en actions	- 1,1	- 1,1	- 2,4
Résultat des sociétés mises en équivalence	0,0	0,0	0,0
RESULTAT OPERATIONNEL	279,0	274,5	603,9
<i>% du chiffre d'affaires (**)</i>	<i>48,8%</i>	<i>48,5%</i>	<i>50,0%</i>

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, « Avantages du personnel » et présenté en note B.4.

(**) % calculé sur chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures en concession réalisée par des entreprises tierces.

Le résultat opérationnel sur activité correspond à la mesure de la performance opérationnelle du Groupe avant prise en compte des charges associées aux paiements en actions (IFRS 2) et de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence.

7. Charges et produits financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012	2012
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	-58,7	-67,4	-131,4
Produits financiers des placement de trésorerie	0,8	2,5	3,8
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-57,9	-64,9	-127,6
Autres produits financiers	0,2	0,1	0,2
Autres charges financières	-4,0	-5,8	-14,1
AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	-3,8	-5,7	-13,9

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 57,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013 contre 64,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012. Cette amélioration de 7,0 millions d'euros d'un semestre à l'autre s'explique principalement par la baisse des taux observée sur la période utilisés et l'arrivée à échéance d'un swap emprunteur taux fixe fin 2012.

Le solde des autres charges et produits financiers ressort à 3,8 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 5,7 millions d'euros au 30 juin 2012. La variation observée s'explique essentiellement par la diminution des taux d'actualisation.

8. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt s'élève à 83,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, contre 74,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012.

Le taux effectif d'impôt, hors incidence des paiements en actions, est de 38,6 % au 1^{er} semestre 2013 contre 36,4 % au 1^{er} semestre 2012.

L'augmentation du taux effectif d'impôt provient notamment de l'application au 1^{er} semestre 2013 de la taxe de 3,0% sur les dividendes versés.

9. Résultat par action

Le nombre d'actions de la Société est de 4 058 516 sans changement sur les derniers exercices. La Société n'a émis aucun instrument susceptible de donner droit à des actions. Il en résulte que le nombre d'actions à prendre en considération pour le calcul du résultat par action, de base et dilué en 2013 et en 2012, est de 4 058 516.

D. Notes relatives au bilan

10. Immobilisations incorporelles du domaine concédé

10.1. Ventilation des immobilisations incorporelles du domaine concédé

<i>(en millions d'euros)</i>	Coût des infrastructures en service (*)	Avances et encours	Total
Valeur brute			
Au 01/01/2012	7 631,9	82,3	7 714,2
Acquisitions de l'exercice	49,4	78,7	128,0
Autres mouvements	62,1	- 63,1	- 1,0
	7 743,4	97,8	7 841,1
Subventions reçues	- 0,1	0,0	- 0,1
Au 31/12/2012	7 743,3	97,8	7 841,0
Acquisitions de l'exercice	4,6	44,5	49,1
Autres mouvements	41,8	- 41,5	0,4
	7 789,7	100,8	7 890,5
Subventions reçues	0,1	0,0	0,1
Au 30/06/2013	7 789,8	100,8	7 890,6
Amortissements			
Au 01/01/2012	- 2 415,5		- 2 415,5
Amortissements de la période	- 201,6		- 201,6
Autres mouvements	0,0		0,0
Au 31/12/2012	- 2 617,2		- 2 617,2
Amortissements de la période	- 101,8		- 101,8
Autres mouvements	- 6,8		- 6,8
Au 30/06/2013	- 2 725,8		- 2 725,8
Valeur nette			
Au 01/01/2012	5 216,4	82,3	5 298,6
Au 31/12/2012	5 126,1	97,8	5 223,9
Au 30/06/2013	5 064,0	100,8	5 164,8

(*) Subventions déduites

Les acquisitions du 1^{er} semestre s'élèvent à 49,1 millions d'euros (contre 76,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2012). Elles correspondent essentiellement aux investissements réalisés par Cofiroute dans le cadre de ses contrats de concession.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles du domaine concédé comprennent des acquisitions d'immobilisations en cours pour un montant de 44,5 millions d'euros au 30 juin 2013 liées principalement à la fin du Paquet vert autoroutier ainsi qu'au contrat de plan 2010-2014.

10.2. Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement

Obligations contractuelles liées aux contrats de concession

Dans le cadre des contrats de concession qu'il a conclus, le Groupe s'est engagé à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'il est destiné à exploiter, en tant que société concessionnaire.

Le contrat de plan pour la période 2010-2014, définissant principalement les investissements à réaliser et le dispositif tarifaire applicable, est en cours d'exécution.

Au 30 juin 2013, le montant d'engagements d'investissements prévus pour les cinq prochaines années, dans le cadre des contrats de concession, concerne principalement le réseau interurbain pour 799,7 millions d'euros et 8,3 millions d'euros pour le Duplex A86.

11. Immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	Immobilisations corporelles du domaine concédé	Terrains	Agencements	Matériels, installations techniques et autres	Total
Valeur brute					
Au 01/01/2012	704,0	1,2	7,1	28,2	740,5
Acquisitions de l'exercice	54,2	0,0	0,0	3,9	58,1
Sorties de l'exercice	- 5,6	- 0,2	0,0	- 0,1	- 5,9
Autres mouvements	- 1,3	0,2	0,2	2,1	1,2
Au 31/12/2012	751,3	1,2	7,3	34,1	793,9
Acquisitions de l'exercice	13,5	0,0	0,0	9,0	22,5
Sorties de l'exercice	- 4,2	- 0,1	0,0	- 0,0	- 4,3
Autres mouvements	- 1,5	0,0	0,0	0,9	- 0,6
Au 30/06/2013	759,1	1,2	7,3	43,9	811,5
Amortissements					
Au 01/01/2012	- 294,9		- 6,0	- 22,3	- 323,2
Amortissements de la période	- 50,6		- 0,3	- 1,9	- 52,8
Sorties de l'exercice	4,8		0,0	0,0	4,9
Autres mouvements	- 0,0		- 0,0	- 0,1	- 0,2
Au 31/12/2012	- 340,7		- 6,3	- 24,3	- 371,4
Amortissements de la période	- 25,8		- 0,2	- 1,1	- 27,0
Sorties de l'exercice	3,9		0,0	0,0	3,9
Autres mouvements	0,0		0,0	0,1	0,2
Au 30/06/2013	- 362,6		- 6,4	- 25,3	- 394,3
Valeur nette					
Au 01/01/2012	409,1	1,2	1,1	5,9	417,3
Au 31/12/2012	410,6	1,2	0,9	9,8	422,6
Au 30/06/2013	396,5	1,2	0,8	18,7	417,1

12. Autres actifs financiers non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
Actifs disponibles à la vente	0,3	0,3
Autres actifs financiers non courants	0,1	0,1
Juste valeur des instruments dérivés actifs non courants ^(*)	100,1	117,5
AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	100,4	117,9

^(*) Voir note D.18 : « informations relatives à la gestion des risques financiers du rapport financier 2012 »

Les instruments dérivés actifs correspondent à des swaps de taux d'intérêt qualifiés de couverture de juste valeur d'emprunts obligataires. Le recul de leur juste valeur sur le premier semestre 2013 et compensée par une réévaluation symétrique des éléments couverts, est liée à la hausse des taux d'intérêts observée sur la période.

Les actifs disponibles à la vente s'élevaient à 0,3 million d'euros au 30 juin 2013. Ils comprennent des titres de participation non cotés dans des filiales dont les données financières sont inférieures aux seuils de consolidation retenus par Cofiroute.

13. Capitaux propres

13.1. Opérations constatées directement en capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012 ^(*)
Écarts actuariels sur engagements de retraite		
Réserve à l'ouverture	- 2,8	0,0
Gains et pertes actuariels de la période	- 0,6	- 2,8
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	- 3,5	- 2,8
Couverture de flux de trésorerie		
Réserve à l'ouverture	2,5	- 2,7
Variations de juste valeur de la période	0,0	5,4
Éléments de juste valeur constatés en résultat	- 0,1	- 0,2
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	2,4	2,5
R É S E R V E B R U T E A V A N T E F F E T D ' I M P Ô T A L A C L Ô T U R E	- 1,1	- 0,3
Total des éléments constatés directement en capitaux propres		
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	- 1,1	- 0,3
Effet d'impôt associé	0,4	0,1
R É S E R V E N E T T E D ' I M P Ô T	- 0,7	- 0,2

^(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, Avantages du personnel et présenté en note B.4.

13.2. Dividendes

Les dividendes attribués au titre des exercices 2012 et 2011 s'analysent de la façon suivante :

	2012	2011
Dividende par action (en euros)		
Acompte sur dividende	31,90	33,44
Solde du dividende	40,60	39,06
DIVIDENDE NET GLOBAL	72,50	72,50
Montant du dividende (en millions d'euros)		
Acompte sur dividende	129,5	135,7
Solde du dividende	164,8	158,5
DIVIDENDE NET GLOBAL	294,2	294,2

Cofiroute a procédé au versement du solde du dividende 2012 le 15 avril 2013 pour un montant de 164,8 millions d'euros.

14. Paiements en actions

Les salariés du groupe Cofiroute bénéficient de plans d'options d'achat, de plans d'actions gratuites et du plan d'épargne Groupe octroyés par la société mère VINCI. La charge globale comptabilisée au 30 juin 2013 au titre des paiements en actions s'est élevée à 1,1 million d'euros dont 0,1 million d'euros au titre du plan d'épargne Groupe.

Concernant le plan d'épargne Groupe, le Conseil d'administration de VINCI définit les conditions de souscription conformément aux autorisations de l'assemblée générale. Pour la France, VINCI procède trois fois par an à des augmentations de capital réservées aux salariés, avec un prix de souscription comportant une décote de 10 % par rapport à une moyenne sur vingt jours du cours de bourse : cette décote était de 10% jusqu'au plan du 3^e trimestre 2012 et a été réduite à 5% pour les plans à partir du 1^{er} trimestre 2013. Les souscripteurs bénéficient d'un abondement plafonné à 2 500 euros par personne et par an à compter du 1^{er} trimestre 2013. Les avantages ainsi consentis aux salariés du Groupe sont comptabilisés en résultat et évalués conformément à IFRS 2 sur la base des hypothèses suivantes :

- durée de la période de souscription : 4 mois
- durée de la période d'indisponibilité : 5 ans à compter de la fin de période de souscription

Au cours du 1^{er} semestre 2013, VINCI a mis en œuvre, conformément aux autorisations données au Conseil d'administration par l'assemblée générale et sur décision du Président-directeur général le 20 février 2013, des plans d'épargne destinés aux salariés de certaines filiales étrangères (Plan Castor International) notamment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

15. Provisions non courantes

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2013	31/12/2012 (*)
Provisions pour engagements de retraite	15.1	12,7	11,5
Autres provisions non courantes	15.2	6,0	7,7
PROVISIONS NON COURANTES A PLUS D'UN AN		18,7	19,3

(*) Montants retraités conformément au changement de méthode comptable lié à l'application d'IAS 19 amendée, Avantages du personnel et présenté en note B.4.

15.1. Provisions pour retraite

Les provisions pour engagements de retraite s'élèvent à 12,7 millions d'euros au 30 juin 2013.

Elles comprennent, d'une part, les provisions au titre des indemnités de départ à la retraite et, d'autre part, les provisions au titre des engagements de retraite complémentaire.

La charge comptabilisée au 1^{er} semestre 2013 au titre des engagements de retraite est égale à 50,0% de la charge projetée pour l'exercice 2013 déterminée sur la base des hypothèses actuarielles au 31 décembre 2012.

Les impacts liés aux variations d'hypothèses sur les avantages postérieurs à l'emploi (taux d'actualisation et taux d'inflation à long terme) intervenues sur le 1^{er} semestre 2013 sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

15.2. Autres provisions non courantes

Au cours du 1^{er} semestre 2013 et de l'exercice 2012, les provisions non courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres Reprises non utilisées	Variations de périmètre et divers	Variation de la part à moins d'un an non	Clôture
01/01/2012	19,0	2,1	- 12,9	- 0,5	0,0	0,7	8,4
Autres avantages du personnel	10,3		- 2,0				8,2
Risques financiers	0,0						0,0
Autres risques	1,6	0,9	- 0,3	- 0,5			1,8
Actualisation provisions non courantes	0,0						0,0
Reclassement part à moins d'un an non courant	- 3,5					1,2	- 2,3
31/12/2012	8,4	0,9	- 2,3	- 0,5	0,0	1,2	7,7
Autres avantages du personnel	8,2		- 1,1				7,2
Risques financiers	0,0						0,0
Autres risques	1,8	0,3	- 0,0	- 0,1			2,0
Actualisation provisions non courantes	0,0						0,0
Reclassement part à moins d'un an non courant	- 2,3					- 0,8	- 3,1
30/06/2013	7,7	0,3	- 1,1	- 0,1	0,0	- 0,8	6,0

Autres avantages du personnel

Au 30 juin 2013, les provisions pour autres avantages du personnel concernent essentiellement les provisions relatives aux accords de cessation anticipée d'activité des travailleurs salariés (CATS).

Provisions pour autres risques

Les provisions pour autres risques, non directement liées au cycle d'exploitation, comprennent des provisions au titre des litiges et arbitrages.

16. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

16.1. Variation du besoin en fonds de roulement

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012	Variations 2013 - 2012	
			Liées à l'activité	Autres variations
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)	1,6	0,7	0,9	0,0
Clients et autres débiteurs	93,3	78,9	14,3	0,0
Autres actifs courants d'exploitation	19,4	33,6	- 13,6	- 0,6
STOCKS ET CREANCES D'EXPLOITATION (I)	114,3	113,2	1,7	- 0,6
Fournisseurs	- 33,7	- 32,1	- 1,6	0,0
Autres passifs courants d'exploitation	- 85,5	- 90,6	4,3	0,9
FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION (II)	- 119,2	- 122,7	2,6	0,9
Besoin en fonds de roulement (avant provisions courantes) (I+II)	- 4,9	- 9,5	4,3	0,3
PROVISIONS COURANTES	- 211,8	- 207,9	0,7	- 4,5
<i>dont la part à moins d'un an des provisions non courantes</i>	<i>- 1,6</i>	<i>- 0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>- 1,0</i>
Besoin en fonds de roulement (après provisions courantes)	- 216,7	- 217,4	5,0	- 4,2

16.2. Analyse des provisions courantes

Au cours du 1er semestre 2013 et de l'exercice 2012, les provisions courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres Reprises non utilisées	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
01/01/2012	196,0	42,7	- 36,9	- 4,3	- 0,8	196,6
Remises en état	1,9	0,5	- 0,4	- 0,5		1,5
Maintien en l'état de l'actif incorporel concédé	193,6	48,7	- 30,8	- 6,3		205,2
Autres risques	0,0	0,6				0,6
Reclassement part à moins d'un an non courant	1,2				- 0,6	0,5
31/12/2012	196,6	49,8	- 31,2	- 6,8	- 0,6	207,9
Remises en état	1,5		- 0,3	- 0,0		1,2
Maintien en l'état de l'actif incorporel concédé	205,2	18,4	- 15,2			208,4
Autres risques	0,6					0,6
Reclassement part à moins d'un an non courant	0,5				1,0	1,6
30/06/2013	207,9	18,4	- 15,5	- 0,0	1,0	211,8

Les provisions courantes, rattachées directement au cycle d'exploitation, s'élevèrent au 30 juin 2013 à 211,8 millions d'euros (y compris la part à moins d'un an des provisions non courantes) contre 207,9 millions d'euros au 31 décembre 2012. Les provisions courantes correspondent principalement aux provisions pour obligation de maintien en l'état des ouvrages concédés.

17. Informations relatives à l'endettement financier net

17.1 Endettement financier net

Au 30 juin 2013, l'endettement financier net s'établit à 2 864,7 millions d'euros en retrait de 12,1 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012.

L'endettement financier net, tel que défini par le Groupe, s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)		30/06/2013					31/12/2012				
		Non Courant	Réf.	Courant (*)	Réf.	Total	Non Courant	Réf.	Courant (*)	Réf.	Total
Instruments Financiers comptabilisés au coût amorti	Emprunts obligataires	- 2 318,0	(1)	- 33,8	(3)	- 2 351,8	- 2 307,4	(1)	- 90,3	(3)	- 2 397,6
	Autres emprunts bancaires et autres dettes financières	- 1 033,0	(2)	- 58,6	(3)	- 1 091,6	- 1 055,5	(2)	- 47,6	(3)	- 1 103,1
	DETTES FINANCIERES LONG TERME (**)	- 3 351,0		- 92,4		- 3 443,4	- 3 362,8		- 137,9		- 3 500,8
	Autres dettes financières courantes										
	Découverts bancaires										
	I - DETTES FINANCIERES BRUTES	- 3 351,0		- 92,4		- 3 443,4	- 3 362,8		- 137,9		- 3 500,8
	<i>dont incidence des couvertures de juste valeur</i>	<i>100,1</i>				<i>100,1</i>	<i>117,5</i>				<i>117,5</i>
Actifs évalués à la juste valeur par résultat (option juste valeur)	Actifs financiers de gestion de trésorerie courante non équivalent de trésorerie			11,2	(4)	11,2			10,5	(4)	10,5
	Equivalent de trésorerie			426,5	(5)	426,5			437,3	(5)	437,3
	Disponibilités			13,1	(5)	13,1			16,7	(5)	16,7
	II - ACTIFS FINANCIERS	-		450,8		450,8			464,5		464,5
Dérivés	Instruments dérivés passifs	-	(2)	- 92,3	(3)	- 92,3		(2)	- 120,2	(3)	- 120,2
	Instruments dérivés actifs	100,1	(6)	120,1	(7)	220,1	117,5	(6)	162,2	(7)	279,7
	III - INSTRUMENTS DERIVES	100,1		27,7		127,8	117,5		42,0		159,5
	ENDETTEMENT FINANCIER NET (I + II + III)	- 3 251,0		- 386,2		- 2 864,7	- 3 245,3		- 368,6		- 2 876,8

Réconciliation de l'endettement financier net avec les postes du bilan :

(en millions d'euros)	Réf.	30/06/2013	31/12/2012
Emprunts obligataires (non courant)	(1)	- 2 318,0	- 2 307,4
Autres emprunts de dettes financières non courants	(2)	- 1 033,0	- 1 055,5
Dettes financières courantes	(3)	- 184,7	- 258,1
Actifs financiers de gestion de trésorerie	(4)	11,2	10,5
Disponibilités et équivalent de trésorerie	(5)	439,6	454,0
Instruments dérivés actifs non courants	(6)	100,1	117,5
Instruments dérivés actifs courants	(7)	120,1	162,2
ENDETTEMENT FINANCIER NET		- 2 864,7	- 2 876,8

Les instruments dérivés actifs/passifs sont présentés au bilan, selon leur maturité et leur qualification comptable, en autres actifs/passifs financiers non courants pour la part à plus d'un an et en autres actifs/passifs financiers courants pour la part à moins d'un an.

Les instruments dérivés actifs/passifs non qualifiés comptablement de couverture sont présentés en autres actifs/passifs financiers courants quelque soit leur maturité.

17.2. Ressources et liquidités

Au 30 juin 2013, le Groupe disposait d'un montant de 950,8 millions d'euros de ressources disponibles dont 450,8 millions d'euros de trésorerie nette gérée et 500 millions d'euros constitués de lignes de crédit bancaires à moyen terme confirmées et non utilisées.

17.2.1. Echancier des dettes financières

Au 30 juin 2013, la maturité moyenne de la dette financière long terme du Groupe est de 6,2 ans (contre 6,8 ans au 31 décembre 2012).

17.2.2. Trésorerie nette gérée

La trésorerie nette gérée incluant les actifs financiers de gestion de trésorerie s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	31/12/2012
EQUIVALENTS DE TRESORERIE	426,5	437,3
<i>Solde des comptes courants de trésorerie</i>	<i>426,5</i>	<i>286,2</i>
<i>Dépôts à terme</i>	<i>0,0</i>	<i>151,1</i>
DISPONIBILITES	13,1	16,7
TRESORERIE NETTE	439,6	454,0
ACTIFS FINANCIERS DE GESTION DE TRESORERIE	11,2	10,5
<i>Comptes à terme</i>	<i>11,2</i>	<i>10,5</i>
TRESORERIE NETTE GEREE	450,8	464,5

Les placements (« actifs financiers de gestion de trésorerie » et « équivalents de trésorerie ») sont gérés avec une prise de risque limitée sur le capital et font l'objet d'un contrôle de la performance et des risques associés.

L'essentiel de la trésorerie est placé auprès de VINCI Autoroutes en compte courant ou sous forme de dépôts à terme dans le cadre d'une convention de gestion de trésorerie. Les actifs financiers de gestion de trésorerie correspondent aux valeurs mobilières de placement nanties dans le cadre de l'épargne salariale.

Au 30 juin 2013, l'encours global géré représentait 450,8 millions d'euros.

17.2.3. Ligne de crédit bancaire

Cofiroute dispose d'une ligne de crédit bancaire à moyen terme de 500 millions d'euros non utilisée à échéance 2016.

17.2.4. Billets de trésorerie

Cofiroute dispose d'un programme de billets de trésorerie de 450 millions d'euros noté A-2 par Standard & Poor's, non utilisé au 30 juin 2013.

17.2.5. Covenants financiers

La documentation des financements du Groupe (emprunts obligataires, bancaires et ligne de crédit) ne comportent pas de cas de défaut définis par référence à des covenants financiers. Les conditions financières de la ligne de crédit signée en février 2011 sont assorties d'un ratio de levier.

17.2.6. Notation de crédit

Au 30 juin 2013, le Groupe dispose d'une notation de crédit de Standard & Poor's :

A long terme : BBB + perspective stable

A court terme : A-2

18. Informations relatives à la gestion des risques financiers

L'exposition aux risques financiers au 30 juin 2013 est restée inchangée par rapport à celle du 31 décembre 2012 décrite en note 17 du rapport financier 2012 publié le 28 février 2013.

19. Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers par catégorie comptable

Le tableau suivant indique la valeur comptable au bilan des actifs et passifs financiers par catégorie comptable définie selon la norme IAS 39, ainsi que leur juste valeur :

30/06/2013											
	CATÉGORIES COMPTABLES						Juste valeur				
	Instruments financiers par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Actifs évalués à la juste valeur (option JV)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total de la valeur nette comptable au bilan de la classe	Niveau 1_Cours cotés et disponibilités	Niveau 2 Modèle interne avec paramètres observables	Niveau 3 Modèle interne avec paramètres non observables	Juste valeur de la classe
<i>(en millions d'euros)</i>											
Titres de participation non cotés				0,3			0,3			0,3	0,3
I - ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS (*)				0,3			0,3			0,3	0,3
II - INSTRUMENTS DERIVES ACTIFS	111,8	108,3					220,1		220,1		220,1
III - CREANCES CLIENTS					86,9		86,9		86,9		86,9
Actifs financiers de gestion de trésorerie courante non équivalent de trésorerie			11,2				11,2	11,2			11,2
Équivalent de trésorerie			426,5				426,5	426,5			426,5
Disponibilités			13,1				13,1	13,1			13,1
IV - ACTIFS FINANCIERS COURANTS			450,8				450,8	450,8			450,8
TOTAL ACTIF	111,8	108,3	450,8	0,3	86,9	0,0	758,2	450,8	307,0	0,3	758,2
Emprunts obligataires, participatifs et TSDI						-2 351,8	-2 351,8	-2 613,5	-33,2		-2 646,7
Autres emprunts bancaires et autres dettes financières						-1 091,6	-1 091,6		-1 195,9		-1 195,9
V - DETTES FINANCIERES NON COURANTES						-3 443,4	-3 443,4	-2 613,5	-1 229,1		-3 842,6
VI - INSTRUMENTS DERIVES PASSIFS	-92,3						-92,3		-92,3		-92,3
VII - DETTES FOURNISSEURS						-69,7	-69,7		-69,7		-69,7
Autres dettes financières courantes							0,0				0,0
VI - PASSIFS FINANCIERS COURANTS							0,0				0,0
TOTAL PASSIF	-92,3	0,0	0,0	0,0	0,0	-3 513,1	-3 605,4	-2 613,5	-1 391,1	0,0	-4 004,6
VALEUR COMPTABLE DES CATEGORIES	19,5	108,3	450,8	0,3	86,9	-3 513,1	-2 847,2	-2 162,7	-1 084,1	0,3	-3 246,4

31/12/2012

	CATÉGORIES COMPTABLES							Juste Valeur			
	Instruments financiers par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Actifs évalués à la juste valeur (option JV)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total de la valeur nette comptable au bilan de la classe	Niveau 1 Cours cotés	Niveau 2 Modèle interne avec paramètres observables	Niveau 3 Modèle interne avec paramètres non observables	Juste valeur de la classe
<i>(en millions d'euros)</i>											
Titres de participation non cotés				0,3			0,3			0,3	0,3
I - ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS (*)				0,3			0,3			0,3	0,3
II - INSTRUMENTS DERIVES ACTIFS	143,6	136,1					279,7		279,7		279,7
III - CREANCES CLIENTS					78,9		78,9		78,9		78,9
Actifs financiers de gestion de trésorerie courante non équivalent de trésorerie			10,5				10,5	10,5			10,5
Equivalent de trésorerie			437,3				437,3	437,3			437,3
Disponibilités			16,7				16,7	16,7			16,7
IV - ACTIFS FINANCIERS COURANTS			464,5				464,5	464,5			464,5
TOTAL ACTIF	143,6	136,1	464,5	0,3	78,9	0,0	823,4	464,5	358,6	0,3	823,4
Emprunts obligataires, participatifs et TSDI						-2 397,6	-2 397,6	-2 675,9	-33,5		-2 709,4
Autres emprunts bancaires et autres dettes financières						-1 103,1	-1 103,1	-1 402,5			-1 402,5
V - DETTES FINANCIERES NON COURANTES						-3 500,8	-3 500,8	-2 675,9	-1 436,0		-4 111,9
VI - INSTRUMENTS DERIVES PASSIFS	-120,2						-120,2		-120,2		-120,2
VII - DETTES FOURNISSEURS						-74,8	-74,8		-74,8		-74,8
Autres dettes financières courantes							0,0				0,0
VI - PASSIFS FINANCIERS COURANTS							0,0				0,0
TOTAL PASSIF	-120,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-3 575,6	-3 695,7	-2 675,9	-1 631,0	0,0	-4 306,9
VALEUR COMPTABLE DES CATEGORIES	23,5	136,1	464,5	0,3	78,9	-3 575,6	-2 872,4	-2 211,4	-1 272,4	0,3	-3 483,6

E. Autres notes

20. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de la direction ;
- les opérations avec le groupe VINCI, avec le groupe COLAS et autres parties liées (essentiellement des sociétés dans lesquelles le groupe détient une participation). Ces transactions s'effectuent sur une base de prix de marché.

Au 1^{er} semestre 2013, il n'y a pas eu de modification significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2012.

21. Obligations contractuelles et autres engagements donnés et reçus

Les engagements donnés et reçus par le groupe au titre des contrats de concession figurent en note D.10.2. (cf. note E.22. « Obligations contractuelles et autres engagements donnés et reçus » du rapport financier 2012 publié le 28 février 2013).

Autres obligations contractuelles

Les engagements relatifs aux contrats de location simples s'élèvent à 21,3 millions d'euros au 30 juin 2013 et concernent pour l'essentiel les contrats de locations immobilières. Ces engagements s'analysent par échéance de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2013	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Locations simples	21,3	1,0	14,8	5,6

F. Note relative aux litiges

Cofiroute a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2007, 2008 et 2009 qui a donné lieu à une notification de l'administration concernant, en particulier, le traitement fiscal des intérêts intercalaires.

L'entreprise conteste la position prise par l'administration, néanmoins les risques afférents font l'objet de provisions ou de charges à payer déterminées en conséquence.

G. Événements postérieurs à la clôture

Depuis la clôture des comptes au 30 juin 2013, il n'est pas survenu d'événements significatifs.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013

COFIROUTE
Société anonyme
Siège social : 12 rue Louis Blériot - 92506 Rueil-Malmaison Cedex

Capital social : € 158 282 124

Mesdames Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société Cofiroute, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note B.4 de l'annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application au 1^{er} janvier 2013 de la norme IAS 19 amendée « Avantages du personnel ».

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires consolidés résumés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 26 juillet 2013.

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Philippe BOURHIS
Associé

Deloitte & Associés
Mansour BELHIBA
Associé

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

« J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés intermédiaires résumés, présentés dans le rapport financier semestriel, sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Cofiroute et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité (figurant en pages 2 à 5) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ».

Loïc ROCARD
Directeur général

VINCI Autoroutes - Réseau Cofiroute

Société anonyme au capital de 158 282 124 €

Siège social : 12 rue Louis Blériot- CS 30035 - 92506 Rueil-Malmaison Cedex - France

RCS Nanterre 552 115 891

Crédit photo : Erwann Le Gars



Direction financière

12, rue Louis Blériot

CS 30035

92506 Rueil-Malmaison Cedex

Tél. : 01 55 94 70 00

www.vinci-autoroutes.com